

Résolution adoptée par le Congrès du PPE, à St Julian's (Malte), 29-30 mars 2017

La désinformation russe face à la démocratie occidentale

Les États membres de l'Union européenne sont confrontés à une menace sans précédent pour leurs sociétés démocratiques. La propagande russe, les campagnes de désinformation et le soutien résolu à des forces politiques anti-européennes nuisent au projet européen, à la coopération transatlantique et aux démocraties occidentales en général, en termes de valeurs libérales, d'indépendance politique et de souveraineté. Cette crise a atteint un niveau alarmant. Les efforts constants et méticuleux pour déformer les faits, manipuler la réalité, susciter la méfiance envers le processus démocratique, voire interférer dans les élections occidentales, sont absolument inacceptables.

La guerre de l'information fait partie intégrante de l'assaut de Poutine contre l'Europe. Cette stratégie utilise des techniques militaires, criminelles, de renseignement, commerciales, diplomatiques, médiatiques, cybernétiques et politiques afin d'atteindre les objectifs du Kremlin. Si le PPE s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec tous ses voisins, y compris la Russie, l'Union européenne ne peut accepter que l'interférence russe érode ses sociétés démocratiques et incite à la haine et à la peur. L'annexion de la Crimée, la guerre hybride contre l'Ukraine, l'invasion de la Géorgie, les campagnes russes contre les États baltes, la Biélorussie, la Moldavie et même la Pologne : tous ces événements posent des problèmes aux voisins de la Russie et menacent la paix et la stabilité dont l'Europe jouit depuis des décennies.

L'Union européenne doit mettre en place une stratégie efficace et détaillée pour contrer immédiatement et avec force la guerre de l'information menée par la Russie. Nous devons imaginer un cadre institutionnel adapté afin d'allouer les ressources nécessaires et de trouver les bons messages et messagers. Plus tôt l'Union européenne acceptera le fait que le Kremlin mène une guerre non déclarée contre les valeurs libérales sous-jacentes à la paix et à la prospérité de l'Europe, plus vite elle trouvera les réponses politiques adaptées.

Face à la gravité de cette menace et à l'urgence d'y faire face, le PPE :

- **Exprime** sa préoccupation profonde face à la nature très dangereuse de la propagande russe, qui est devenue encore plus sophistiquée depuis la chute du régime soviétique ;
- **Souligne** sa préoccupation particulière face à la cyber-menace en provenance de Russie, qui dépasse largement celle de la Chine, et reconnaît que le cyber environnement est avant tout considéré par la Russie comme un champ de bataille pour sa guerre de l'information ;
- **Constata** que le Kremlin constitue une menace pour les démocraties occidentales, comme le démontrent les événements observés lors des élections américaines et européennes ;
- **Souligne** l'importance de l'implication de l'OTAN dans les messages stratégiques, en utilisant un langage plus cohérent et une série d'arguments qui réfutent les mythes cultivés par Moscou ;

- **Soutient** fermement les États membres et les forces pro-européennes du Partenariat oriental, dans les pays des Balkans occidentaux, aux États-Unis et partout dans le monde, afin de dénoncer les tentatives de Poutine de nuire à la gouvernance et aux valeurs libérales en général, et au projet européen en particulier ;
- **Appelle** à l'unité entre les États membres de l'Union européenne et au sein de l'OTAN pour défendre fièrement et sans équivoque les valeurs démocratiques libérales, les droits humains fondamentaux et les libertés personnelles, l'État de droit, un système judiciaire indépendant et une gouvernance démocratique transparente ;
- **Salue** les récentes initiatives de l'Union européenne, en particulier la task force East StratCom du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), créée en septembre 2015 afin de communiquer et de promouvoir les politiques de l'Union européenne dans les pays du Partenariat oriental, de soutenir des médias libres et indépendants et de lutter contre la désinformation ; salue la résolution du Parlement européen de novembre 2016 sur la lutte contre la propagande anti-UE, qui vise à encourager une réponse positive de l'Union face à la menace posée par la campagne de désinformation menée à plusieurs niveaux par le Kremlin ;
- **Invite** cependant instamment la task force East StratCom du SEAE à être largement renforcée en termes de financement et de personnel ; appelle en outre à établir une stratégie de communication et de promotion des politiques et des valeurs de l'UE efficace, ciblée et sur mesure dans le voisinage oriental afin de sensibiliser le public aux activités de désinformation des protagonistes extérieurs ;
- **Invite** les États membres et les institutions de l'Union européenne à trouver une réponse plus ferme et coordonnée ; à créer une unité de coordination au sein des institutions de l'UE pour faciliter cette réponse ; et à redoubler les efforts de partage des capacités et de contre-renseignement ;
- **Appelle** à mettre en place des agences dans tous les États membres — comme cela a été récemment le cas en République tchèque — afin d'identifier et de contrer la désinformation et la propagande ;
- **Insiste** sur la nécessité de condamner fermement la manipulation par le Kremlin des preuves factuelles ;
- **Souligne** l'importance de l'identification et du suivi des porte-parole, des représentants, des ONG, des intellectuels, des activistes et des entrepreneurs soutenus par le Kremlin et impliqués dans la corruption ;
- **Reconnaît** le travail approfondi des groupes de réflexion et des organisations de la société civile afin de mettre en lumière la vraie nature et étendue de cette menace envers la démocratie libérale ; salue les solutions novatrices des secteurs public et privé afin de trouver des moyens d'exposer les fausses nouvelles et la désinformation et d'opérer une distinction utile entre les sources crédibles et non crédibles ;
- **Invite** l'UE et ses États membres à garantir une plus grande transparence de la part des ONG, des lobbyistes et des partis politiques, en particulier en ce qui concerne le financement ;
- **Encourage** la création de systèmes de veille médiatique, basés sur des méthodologies crédibles, pour permettre aux régulateurs des médias d'identifier les violations du droit, notamment les discours haineux et la propagande étatique, ainsi qu'avertir les entreprises pour qu'elles ne fassent pas de publicité sur les pages internet de propagande ;

- **Réaffirme** la nécessité de pratiquer un journalisme professionnel, indépendant, éthique et basé sur les faits — en particulier dans des médias russophones — afin de contrer les mensonges et la désinformation ; insiste sur la nécessité de former et d'éduquer les journalistes dans ce domaine ;
- **Souligne** l'importance de sources d'information proposant une alternative aux médias tels que la chaîne de télévision RT (RussiaToday) financée par l'État russe ; souligne l'importance de la création d'une chaîne de télévision en langue russe pour l'Union européenne et le Partenariat oriental ; encourage la coopération et l'échange de contenu de qualité entre les professionnels des médias indépendants dans le voisinage oriental et en Russie ;
- **Souligne** l'importance de la sensibilisation, de l'éducation et des médias en ligne pour que les citoyens de l'UE et du Partenariat oriental, ainsi que des Balkans occidentaux, puissent analyser le contenu de la presse de manière critique et identifier la propagande ;
- **Invite** à la création d'un forum annuel rassemblant des politiciens de haut niveau, des membres de groupes de réflexion et d'autres experts afin de lutter contre la propagande du Kremlin ;
- **Invite** à renforcer les échanges entre les experts de l'UE et du voisinage oriental et des Balkans occidentaux qui sont largement spécialisés dans la Russie et les pays de l'ancienne URSS ; appelle à organiser des visites d'étude pour les journalistes et les experts des pays du Partenariat oriental.